



À terme, 4 300 personnes, dont 3 300 civils, travailleront au sein du SCA.

### Implantations du Service du Commissariat des Armées



de milieu. Toutefois, un certain nombre de spécificités sont communes aux trois armées. L'idée est donc de rationaliser et de développer des tenues mieux adaptées aux conditions d'emploi, à un moindre coût en jouant sur les volumes, les économies d'échelle et les stocks, et en lançant un programme unique au lieu de trois.» Enfin, sept plates-formes achats-finances (PFAF) viendront appuyer les centres experts. Ces plates-formes d'ex-

pertise métier multiservice auront un rôle de soutien de proximité auprès des bases de Défense. Au total, alors que les trois services de commissariat comptabilisaient près de 90 organismes, le SCA regroupera une vingtaine de centres experts ainsi que dix établissements dits spécialisés, destinés au stockage et à la maintenance des matériels. À terme, 4300 personnes, dont 3300 civils travailleront au sein du SCA.

### Un souci de performance

Concrètement, quel changement cela entraînera-t-il pour les militaires de l'armée de Terre ? « Notre objectif est d'améliorer la qualité du service pour les métiers sur lesquels nous sommes directement partie prenante », précise le commissaire en chef O' Mahony. « Cela implique de prendre en compte les RETEX des opérations, d'optimiser les processus de nos métiers, d'améliorer les fonctionnalités des équipements en termes de confort et de sécurité ou encore de diminuer les coûts en réduisant les stocks immobilisés. Le bénéficiaire en aura une vision indirecte avec un matériel plus adapté, des frais de déplacement remboursés plus rapidement, ou encore un paiement de solde plus réactif en partenariat avec les directions des ressources humaines de chaque armée (cf. encadré). » Le SCA se donne un délai de deux ans pour parfaire sa mise en œuvre. Actuellement, il réunit l'ensemble des organismes constitutifs des services fusionnés, qui à terme seront dissous pour laisser la place aux centres nouvellement créés.

<sup>1</sup> Révision générale des politiques publiques.  
<sup>2</sup> Ex-CTAC de Nancy.